Spedizione in abbonamento postale

Anno 90° — Numero 247

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Mercoledì, 26 ottobre 1949 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI	ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.	In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.	All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, Via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); Via del Corso 234 (angolo via Marco Minghetti 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele 3; in NAPOLI, Via Chiaia 5; in Firenze, Via Cavour 46-r; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - Via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). La filiale della Libreria dello Stato in Milano, Galleria Vittorio Emanuele 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI STRAORDINARI

(4245)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 18 luglio 1949, n. 752.

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo italo-francese in materia di proprietà industriale e del relativo scambio di Note conclusi a Roma il 29 maggio 1948.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo in materia di proprietà industriale e relativo scambio di Note conclusi a Roma, tra l'Italia e la Francia, il 29 maggio 1948.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo suddetto a partire dalla sua entrata in vigore conformemente a quanto stabilito dall'art. 14.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 luglio 1949

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — VANONI — LOMBARDO — BERTONE — GRASSI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Accord italo-français en matière de propriété industrielle

Le Gouvernement italien

et

le Gouvernement français

Considérant d'une part la nécessité pour les deux Pays de remédier aux atteintes subies par les droits de propriété industrielle de leurs ressortissants pendant la deuxième guerre mondiale;

Considérant d'autre part l'intérêt pour les deux Hautes Parties Contractantes d'avoir dans l'avenir une politique commune en matière de propriété industrielle;

Sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

Les délais de priorité, prévus par l'article 4 de la Convention d'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, pour le dépôt ou l'enregistrement des demandes de brevets d'invention, de modèles d'utilité, de marques de fabrique ou de commerce, de dessins ou modèles industriels, qui n'étaient pas expirés le 3 Septembre 1939, et ceux qui ont pris naissance depuis cette date, mais avant le 1er Juillet 1948, sont prolongés par chacun des deux Pays contractants en faveur des titulaires des droits reconnus par ladite Convention, ou de leurs ayants cause, ressortissants de l'un desdits Pays, jusqu'à l'expiration d'une période de douze mois à partir de la mise en vigueur du présent Accord.

Art. 2.

Un délai qui expirera à la fin d'une période de douze mois à partir de la mise en vigueur du présent Accord est ouvert, sans surtaxe ni pénalité d'aucune sorte, aux ressortissants de chacun des deux Pays contractants pour accomplir tout acte, remplir toute formalité et généralement satisfaire à toute obligation prescrite par les lois et règlements de chacun des deux Pays, pour conserver les droits de propriété industrielle non expirés le 3 Septembre 1939 ou acquis après cette date jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord.

Toutefois le paiement des taxes sera effectué conformément au taux en vigueur au moment du versement.

Art. 3.

Le renouvellement de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce arrivées au terme de leur durée normale de protection après le 3 Septembre 1939, mais avant le date de l'entrée en vigueur du présent Accord, aura un effet rétroactif à la date d'expiration de leur durée normale, à condition d'être effectué avant le 31 Décembre 1948.

Art. 4.

1. La période comprise entre le 3 Septembre 1939 et la date de mise en vigueur du présent Accord n'entrera pas en ligne de compte dans le calcul tant du délai prévu pour la mise en exploitation d'un brevet, pour l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce, pour l'exploitation d'un dessin ou modèle industriel, que du délai de trois ans prévu par l'alinea 2 de l'art. 6-*bis* de la Convention d'Union.

2. En outre, il est convenu qu'aucun brevet, dessin ou modèle industriel, marque de fabrique od de commerce, encore en vigueur le 3 Septembre 1939, ne pourra être frappé de l'une quelconque des sanctions prévues

par l'art. 5 de la Convention d'Union avant l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord.

Art. 5.

Les tiers qui, après le 3 Septembre 1939 et jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord auraient, de bonne foi, entrepris l'exploitation d'une invention, d'un modèle d'utilité, ou d'un dessin ou modèle industriel, pourront continuer l'exploitation personnelle antérieurement commencée, à condition qu'ils versent une redevance équitable au titulaire du brevet ou à ses ayants cause.

A défaut d'accord entre les parties intéressées sur le montant de la redevance, celle-ci sera fixée par la juridiction compétente.

Art. 6.

La durée des brevets en vigueur au 1er Décembre 1946, même en vertu de lois internes de chacun des deux Pays contractants postérieures à cette date, pourra faire l'objet d'une prolongation lorsque, par suite de l'état de guerre, les titulaires de ces brevets ou leurs ayants cause n'auront pu les exploiter ou les faire exploiter normalement.

Cette prolongation de durée sera accordée par années entières; elle pourra être au plus de cinq années. Elle sera calculée en tenant compte de la période de temps pendant laquelle l'exploitation normale s'est trouvée suspendue et des résultats de l'exploitation du brevet, si la suspension n'a pas été totale.

Art. 7.

La prolongation de la durée des brevets visée à l'article précédent sera prononcée, en France, per la Commission prévue à l'art. 6 de la loi n. 306 du 20 Juillet 1944 sur la prolongation et la restauration éventuelles des brevets d'invention, et, en Italie, par la « Commissione dei ricorsi » prévue par l'article 71 du décret royal 29 Juin 1939 n. 1127 concernant la protection des brevets pour invention industrielle.

La demande de prolongation accompagnée de toutes les indications susceptible d'en démontrer le bien fondé devra être déposée avant le 31 Décembre 1948 au service compétent.

Art. 8.

La prolongation prévue à l'article 6 du présent Accord s'ajoutera à la durée normale du brevet. Elle ne donnera pas lieu à payement d'annuités pendant sa durée.

Art. 9.

Les documents nécessaires à l'obtention des facilités prévues dans le présent Accord seront dispensés de toute formalité de légalisation.

Art. 10.

Les tiers, qui auraient de bonne foi entrepris l'exploitation d'une invention, objet d'un brevet tombant sous les coup des dispositions du présent Accord concernant la prolongation de la durée des brevets, ou fait des préparatifs sérieux en vue de cette exploitation entre la date normale d'expiration dudit brevet et la date d'entrée en vigueur du présent Accord, ne pourront être tenus de cesser cette exploitation ou ces préparatifs.

Art. 11.

Compte tenu des dispositions du présent Accord, le Gouvernement français renonce, en ce qui concerne la propriété industrielle, à se prévaloir des clauses de l'Annexe XV lettre *A* paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 du Traité de Paix.

Art. 12.

Les droits et obligations résultant de la concession par le séquestre de licences d'exploitation sur des brevets d'invention appartenant à des ressortissants italiens, seront transférés aux titulaires desdits brevets.

Art. 13.

La Commission mixte prévue dans le Protocole relatif à la Constitution d'une Union douanière franco-italienne inscrira dans son programme l'établissement d'une législation similaire ou parallèle dans le cadre des questions de propriété industrielle.

Art. 14.

Le présent Accord, qui sera soumis à l'approbation du Parlement de chacun des deux Pays dans les formes constitutionnelles, entrera en vigueur le 1er Juillet 1948.

L'échange des ratifications aura lieu à Rome.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 29 Mai 1948.

Pour l'Italie SFORZA — *Pour la France* J. FOUQUES DUPARC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 29 Mai 1948

Monsieur l'Ambassadeur,

Le Gouvernement Italien souhaiterait recevoir l'assurance que l'Accord du 29 Novembre 1947 relatif aux modalités d'application de l'article 79 du Traité de Paix s'étend également à la propriété industrielle et notamment aux dispositions du paragraphe 4 de cet article.

Je serais obligé a Votre Excellence de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement Français sur cette interprétation.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

SFORZA

Son Excellence
Monsieur Jacques FOUQUES DUPARC
Ambassadeur de France Palais Farnèse ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 29 Mai 1948.

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me demander de Vous confirmer que l'Accord du 29 Novembre 1947 relatif aux modalités d'application de l'article 79 du Traité de Paix s'étend également à la propriété industrielle et notamment aux dispositions du paragraphe 4 de cet article.

J'ai l'honneur de faire savoir à votre Excellence que le Gouvernement Français est d'accord sur cette interprétation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

J. FOUQUES DUPARC

Son Excellence
Le Comte SFORZA
Ministre des Affaires Etrangères Palais Chigi
ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 marzo 1949, n. 753.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia del Sacro Cuore, in frazione Piano d'Orta del comune di Bolognano (Pescara).

N. 753. Decreto del Presidente della Repubblica 30 marzo 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Chieti in data 22 agosto 1946, integrato con postilla 2 gennaio 1948 e dichiarazione 23 aprile stesso anno, relativo alla erezione della parrocchia del Sacro Cuore, in frazione Piano d'Orta del comune di Bolognano (Pescara), e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa del Sacro Cuore, sede della parrocchia anzidetta, intendendosi la Chiesa stessa autorizzata ad accettare la donazione disposta in suo favore da Sonsini Pasquale, consistente in un appezzamento di terreno, situato in Piano d'Orta del comune di Bolognano e valutato L. 10.890.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 ottobre 1949

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 luglio 1949, n. 754.

Sostituzione dell'art. 5 dello statuto della Fondazione Antonio Bizzozzero, con sede in Parma.

N. 754. Decreto del Presidente della Repubblica 18 luglio 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per l'agricoltura e per le foreste, di concerto con il Ministro per il tesoro, l'art. 5 dello statuto della Fondazione Antonio Bizzozzero, con sede in Parma, approvato con regio decreto 13 maggio 1940, n. 1439, viene sostituito.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 ottobre 1949

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° settembre 1949, n. 755.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Maria SS.ma di Trapani, in frazione Rilievo del comune di Trapani.

N. 755. Decreto del Presidente della Repubblica 1° settembre 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Trapani in data 1° luglio 1948, relativo all'erezione della parrocchia di Maria SS.ma di Trapani, in frazione Rilievo del comune di Trapani.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 ottobre 1949

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° settembre 1949, n. 756.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Maria SS.ma del Carmelo, in frazione Buseto Palizzolo del comune di Erice (Trapani).

N. 756. Decreto del Presidente della Repubblica 1° settembre 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Trapani in data 24 febbraio 1949, integrato con dichiarazione 1° marzo 1949, relativo all'erezione della parrocchia di Maria SS.ma del Carmelo, in frazione Buseto Palizzolo del comune di Erice (Trapani).

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 ottobre 1949

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 aprile 1949.

Nuova misura dei prezzi dei biglietti d'ingresso al Museo dell'Africa italiana.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 25 novembre 1940, n. 1970, che approva il nuovo regolamento per il Museo dell'Africa italiana

Riconosciuta l'opportunità di adeguare all'attuale valore della moneta il prezzo del biglietto d'ingresso al Museo stesso;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro ad interim per l'Africa italiana, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

A decorrere dal 15 giugno 1947 il prezzo del biglietto di ingresso al Museo dell'Africa italiana è fissato in L. 15 ridotto a L. 7 per i militari di truppa isolati e per i ragazzi di età inferiore agli anni 15.

Art. 2.

Dal 3 novembre 1947 il prezzo del biglietto di ingresso di cui al precedente art. 1, e per le categorie in esso indicate, è elevato rispettivamente da L. 15 a L. 20 e da L. 7 a L. 10.

Art. 3.

A decorrere dal 1° settembre 1948 il prezzo del biglietto d'ingresso di cui ai precedenti articoli 1 e 2, per le categorie in essi indicate, è elevato rispettivamente da L. 20 a L. 25 e da L. 10 a L. 15.

E' data facoltà al direttore del Museo dell'Africa italiana di concedere speciali facilitazioni nei casi di visite collettive.

Dato a Roma, addì 2 aprile 1949

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 settembre 1949
Registro Africa italiana n. 3, foglio n. 304. — CERRETI

(4129)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 agosto 1949.

Aumento del contributo statale a favore del Consorzio rimboschimenti tra lo Stato e la provincia di Chieti.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 22 agosto 1920, n. 1270, relativo ai lavori di rimboschimento della provincia di Chieti, col quale il concorso dello Stato per l'esecuzione di tali lavori fu elevato a L. 10.000 annue a decorrere dall'esercizio finanziario 1920-1921, corrispondente al concorso stabilito dalla provincia di Chieti;

Visto il regio decreto 16 settembre 1940, n. 1572, col quale il suddetto contributo dello Stato veniva aumentato da L. 10.000 a L. 20.000 annue, a decorrere dell'esercizio finanziario 1940-1941, corrispondente ad eguale contributo della provincia interessata, a favore del Consorzio rimboschimenti di Chieti:

Vista la deliberazione n. 830 del 22 ottobre 1948 dell'Amministrazione provinciale di Chieti, approvata con decreto interministeriale 11 febbraio 1949, n. 15400 O. 3.5, con la quale si propone di elevare da L. 20.000 a L. 100.000, a decorrere dall'esercizio 1949, il contributo ordinario al Consorzio rimboschimenti di Chieti;

Visto l'art. 75 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 3267;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e foreste;

Decreta:

Il contributo statale a favore del Consorzio rimboschimenti tra lo Stato e la provincia di Chieti, stabilito in L. 20.000 (ventimila) annue con regio decreto 16 settembre 1940, n. 1572, è aumentato, a decorrere dall'esercizio 1948-1949 fino a L. 100.000 (centomila) con l'impegno da parte della provincia di Chieti di corrispondere al Consorzio, la medesima quota annua.

Detto contributo per gli esercizi 1948-1949 e 1949-1950 sarà prelevato sul capitolo 58 del bilancio passivo del Ministero dell'agricoltura e foreste dell'esercizio 1949-1950, mentre per gli esercizi successivi tale quota sarà prelevata sui capitoli corrispondenti.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 23 agosto 1949

EINAUDI

SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 ottobre 1949
Registro Azienda di Stato foreste demaniali n. 1, foglio n. 365

(4207)

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 4 ottobre 1949.

Scioglimento del Consiglio comunale di Sampeyre (Cuneo) e nomina del commissario straordinario.

AL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Sin dagli inizi della sua attività il Consiglio comunale di Sampeyre, sorto dalle elezioni amministrative del marzo 1946, dimostrò i sintomi di un anormale funzionamento a causa degli insanabili dissensi e contrasti esistenti fra le due correnti formatesi nel suo seno, l'una rappresentativa degli elettori della zona alpestre e l'altra degli elettori del capoluogo.

Le dimissioni rassegnate, in conseguenza di tale situazione, da otto dei suoi venti membri, non valsero a normalizzare l'andamento della Amministrazione in quanto i consiglieri rimasti in carica, sottomessi alla volontà del sindaco, hanno dato prova di assoluta noncuranza degli interessi della Civica azienda improntando, inoltre, la loro azione a vieti personalismi ed a criteri illegalitari e sistematicamente contrastanti con le istruzioni e le decisioni degli organi di vigilanza e di tutela.

Numerose irregolarità e gravi arbitri si rilevano, infatti, dai risultati delle ripetute ispezioni eseguite dai funzionari della Prefettura presso il Comune — la prima delle quali risale al febbraio 1947 — mentre vane si sono dimostrate le esplicite, formali diffide rivolte all'Amministrazione perchè procedesse alla relativa eliminazione.

Tra le altre irregolarità merita rilievo l'assoluta inerzia dimostrata dall'Amministrazione — nonostante l'autorità di vigilanza avesse prospettato più volte i probabili danni conseguenti ad un tale atteggiamento passivo — in merito ad una controversia sorta con una ditta per il taglio di un lotto boschivo. Essa, inoltre, si è *ripetutamente rifiutata*, con sistematica resistenza alle precise diffide rivoltele dal Prefetto, di applicare i tributi locali nella misura ritenuta indispensabile dalla Giunta provinciale amministrativa, persistendo così nella violazione del tassativo obbligo sancito dall'art. 255, secondo comma, lettera *c*), del testo unico per la finanza locale 14 settembre 1931, n. 1175.

La pervicacia da essa dimostrata nell'azione illegale esclude, pertanto, la possibilità di ricondurla ad un normale funzionamento, nell'ambito e nel rispetto della legge, e rende necessaria l'adozione del provvedimento di scioglimento del Consiglio comunale, a' termini dell'art. 323 del testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148.

In tali sensi si è anche pronunciato il Consiglio di Stato nell'adunanza del 10 agosto scorso e, pertanto, in conformità del parere dello autorevole Consesso, è stato predisposto lo schema di decreto che mi onoro di sottoporre alla firma della S. V. Ill.ma e che contempla anche la nomina del commissario straordinario al Comune nella persona del consigliere di prefettura, dott. Giovanni Pistola.

Roma, addì 20 settembre 1949

Il Ministro: SCELBA

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 4 febbraio 1915, n. 148, e la legge 9 giugno 1947, n. 530,

Visto il parere favorevole espresso dal Consiglio di Stato nella adunanza del 10 agosto 1949;

Sulla proposta del Ministro per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Sampeyre (Cuneo) è sciolto.

Art. 2.

Il dott. Giovanni Pistola, consigliere di prefettura, è nominato commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria del Comune fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, ai sensi di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al Consiglio stesso.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Dogliani, addì 4 ottobre 1949

EINAUDI

SCELBA

(4159)

DECRETO MINISTERIALE 13 ottobre 1949.
Approvazione del ventiduesimo elenco dei Comuni danneggiati dalla guerra.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visti il decreto legislativo luogotenenziale 1° marzo 1945, n. 154, e il decreto legislativo 17 aprile 1948, n. 740 e il decreto legislativo 25 giugno 1949, n. 409;

Decreta:

E' approvato, come appresso, il ventiduesimo elenco dei Comuni danneggiati dalla guerra che dovranno, nel termine di tre mesi dalla relativa notifica, adottare un piano di ricostruzione dei rispettivi abitati, ai sensi e per gli effetti delle disposizioni di legge di cui alle premesse:

Provincia di Frosinone: Acquafondata e frazione Casalcassinese;

Provincia di Salerno: Sapri.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 13 ottobre 1949

Il Ministro: TUPINI

(4123)

DECRETO DELL'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA 20 settembre 1949.
Revoca dell'autorizzazione della produzione e vendita della specialità medicinale denominata « Mater I e Mater II » della ditta I.S.O.I. di Bologna.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Ritenuto che la specialità medicinale denominata « Mater I e Mater II » della ditta I.S.O.I., con sede in Bologna, via San Vitale n. 21, trovasi in commercio ai sensi dell'art. 14 della legge 9 gennaio 1927, n. 57;

Vista la lettera dell'Istituto superiore di sanità pubblica in data 23 marzo 1949, n. 16600/ch. 6, il quale, avendo, dietro richiesta di questo Alto Commissariato, analizzato il prodotto di cui sopra, ha riferito che la composizione della specialità è risultata non corrispondente a quella dichiarata;

Considerato che nel caso specifico ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 1, del regolamento approvato con regio decreto 3 marzo 1927, n. 478:

Visto l'art. 2 del regio decreto-legge 30 ottobre 1943, n. 2/B;

Decreta:

E' revocata l'autorizzazione alla produzione ed alla vendita della specialità medicinale denominata « Mater I e Mater II » della ditta I.S.O.I. di Bologna, già in commercio ai sensi dell'art. 14 della legge 26 gennaio 1927, n. 58.

I Prefetti della Repubblica sono incaricati della osservanza del presente decreto da parteciparsi agli Ordini dei farmacisti e dei medici delle rispettive Provincie e da notificarsi alla ditta interessata a mezzo del Prefetto di Bologna.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 20 settembre 1949

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(4133)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Pietro Finocchiaro di Leonardo, nato a Naso (Messina) il 20 luglio 1912 ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in architettura conseguito presso l'Università di Firenze.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Firenze.

(4187)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Cooperativa agricola « Bruno Buozzi », con sede in Rosolini

Con decreto del Ministero per il lavoro e la previdenza sociale in data 6 ottobre 1949, i poteri conferiti al signor Ercole Cappellani, commissario della Cooperativa agricola « Bruno Buozzi », con sede in Rosolini, sono stati prorogati al 30 ottobre 1949.

(4186)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Passaggio dal Demanio pubblico al patrimonio dello Stato di una zona di alveo del torrente Fella, sito nel comune di Pontebba (Udine).

Con decreto interministeriale 21 luglio 1949, n. 1061, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico al patrimonio dello Stato di una zona di alveo del torrente Fella in comune di Pontebba (Udine) in località Buric della superficie di mq. 1330 ed indicata nell'estratto di mappa 12 febbraio 1949 dell'Ufficio tecnico erariale di Udine, che fa parte integrante del decreto stesso.

(4184)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di buoni del Tesoro

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 10.

In conformità dell'art. 15 del regolamento 8 giugno 1913, numero 700, ed art. 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 agosto 1947, n. 990, si notifica che è stato denunziato lo smarrimento dei buoni del Tesoro novennali 1949 5 %: serie C, n. 762, capitale nominale L. 40.000; serie D, n. 781, capitale nominale L. 4000; serie N, n. 394, capitale nominale L. 500; intestati a Crespi Rinaldo fu Emilio, minore sotto la patria potestà della madre Vescia Adele di Rinaldo ved. Crespi, domiciliato a Milano, con usufrutto a quest'ultima e col pagamento degli interessi in Milano.

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, senza che siano presentate opposizioni, ai sensi dell'art. 15 del menzionato regolamento, si provvederà all'emissione dei nuovi buoni al nome del suddetto titolare.

Roma, addì 14 ottobre 1949

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4193)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 218

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 26 ottobre 1949

	Dollaro	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624 —	144 —
» Firenze	624,50	143,50
» Genova	623,25	143,75
» Milano	624 —	144 —
» Napoli	624,50	143,50
» Roma	624 —	144 —
» Torino	624,50	144 —
» Trieste	624,50	144 —
» Venezia	623,50	144 —

Media dei titoli del 26 ottobre 1949

Rendita 3,50 % 1906	78,40
Id. 3,50 % 1902	73 —
Id. 3 % lordo	50 —
Id. 5 % 1935	99,50
Redimibile 3,50 % 1934	75,825
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	75,325
Id. 5 % (Ricostruzione)	96 —
Id. 5 % 1936	96,05
Buoni del Tesoro 5 % (15 febbraio 1950)	99,625
Id. 5 % (15 settembre 1950)	99,65
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	99,65
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	99,625
Id. 5 % (15 aprile 1951)	100,475
Id. 4 % (15 settembre 1951)	97,75
Id. 5 % convertiti 1951	100,20

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valido per il giorno 26 ottobre 1949:

1 dollaro U.S.A. . L. 624 —
1 franco svizzero » 144 —

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,71	per franco belga
Francia	» 1,8'	» franco francese
Svizzera (c/spese portuali, transito, trasferimenti vari e c/ compensazione extra compensazione)	» 145 —	» franco svizzero

---

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Torino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1949

Per l'integrazione del bilancio 1949 il comune di Torino con decreto interministeriale 4 agosto 1949, n. 8169, è autorizzato a contrarre con uno degli istituti di credito, legalmente designati, un mutuo di L. 177.600.000.

(4198)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Firenze ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1949

Per l'integrazione del bilancio 1949 il comune di Firenze con decreto interministeriale 4 agosto 1949, n. 9227, è autorizzato a contrarre con uno degli istituti di credito, legalmente designati, un mutuo di L. 81.060.000.

(4212)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Incarico alla Commissione giudicatrice del concorso al posto di coadiutore presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Teramo dell'espletamento di analogo concorso per la provincia di Rieti.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto del Prefetto di Rieti in data 8 gennaio 1949, n. 21217, con cui venne indetto il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di coadiutore presso la sezione medico-micrografica del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Rieti;

Visto il successivo decreto dello stesso Prefetto di Rieti, in data 1º maggio 1949, n. 10397, con il quale venne prorogato il termine di scadenza del predetto concorso;

Vista la lettera n. 12116 del 17 agosto 1949 della Prefettura di Rieti, con la quale si richiede che l'esame dell'unico candidato sia affidato alla Commissione esaminatrice di un altro concorso similare;

Decreta:

La Commissione giudicatrice per il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di coadiutore presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Teramo, è incaricata di espletare il concorso al posto di coadiutore della sezione medico-micrografica del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Rieti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, negli albi delle prefetture di Rieti e di Teramo.

Roma, addì 22 settembre 1949

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(4194)

Sostituzione del presidente e del segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Frosinone.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del 16 marzo 1948, n. 20433.2/8153, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Frosinone;

Vista la nota del Prefetto di Frosinone, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il vice prefetto dott. Gino Cortese e il dott. Giuseppe Giacone, il primo trasferito ad altra sede ed il secondo destinato ad altro incarico, rispettivamente nella qualità di presidente e segretario della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del vice prefetto dott. Gino Cortese e del dott. Giuseppe Giacone sono nominati rispettivamente presidente e segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Frosinone il vice prefetto dott. Ignazio Maria Saraceno e il dottor E. V. Manrico Colajanni.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 6 ottobre 1949

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(4149)

Sostituzione di un componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Arezzo.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 10 gennaio 1948, n. 20406.2/7197, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Arezzo;

Vista la nota del Prefetto di Arezzo, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il medico provinciale dott. Michele Calbi, trasferito ad altra sede, nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del medico provinciale dott. Michele Calbi è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Arezzo, il medico provinciale, dott. Carmine Calvanese.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 6 ottobre 1949

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(4152)

PREFETTURA DI NAPOLI

Graduatoria del concorso a ventisette posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Napoli

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI NAPOLI

Vista la graduatoria delle concorrenti a ventisette posti di ostetrica condotta vacanti nei Comuni della provincia di Napoli alla data del 30 novembre 1946, formulata dalla Commissione giudicatrice nominata con decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica del 28 gennaio 1948;

Visti l'art. 2 della legge 1° marzo 1949, n. 55, e gli articoli 36 e 39 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 e gli articoli 23 e 53 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle concorrenti ai posti di cui sopra è cenno:

1. Ritondale Maria di Filippo	voti	100 —	su 150
2. Biondi Bice di Paolo	»	99,50	»
3. Cacace Rachele fu Salvatore	»	99 —	»
4. Esposito Concetta di Francesco	»	97 —	»
5. Papararo Letizia fu Ottaviano	»	96,50	»
6. Grasso Luisa fu Antonio	»	96 —	»
7. Gollini Edma fu Tito	»	94,50	»
8. Sabbieti Wanda di Filippo	»	93,50	»
9. Bolognani Giuseppina di Antonio	»	92 —	»
10. Rocco Emilia fu Luigi	»	91,50	»
11. Ciarleglio Adele fu Francesco	»	91,50	»
12. Soriano Teresa fu Giuseppe	»	90,75	»
13. Della Pia Olimpia di Luigi	voti	90,50	su 150
14. Femiano Anna Maria fu Giuseppe	»	89,25	»
15. Marragony Olga fu Camillo	»	87,50	»
16. Tedesco Rosa di Carmine	»	86,50	»
17. Assante di Manzillo Maria Addolorata di Leonardo Vincenzo	»	83 —	»
18. Volpe Giovanna fu Andrea	»	77,50	»
19. Russotti Domenica fu Carmelo	»	77 —	»
20. Guarino Rosa fu Francesco	»	76,75	»
21. Paparone Elena di Raffaele	»	75 —	»
22. Marengo Margherita fu Michele	»	74,50	»
23. Pasquale Filomena fu Nicola	»	71,75	»
24. Carrino Amina fu Alberto	»	70,50	»
25. Iovine Gaetana di Gaetano	»	69,50	»
26. Naclerio Luisa di Bernardo	»	68,50	»
27. Clemente Scafata di Orazio	»	68 —	»
28. Ronce Elisabetta di Pietro	»	67,50	»
29. Mattera Maria Giuseppa fu Domenico	»	66,75	»
30. De Rosa Clelia di Sabato	»	65,50	»
31. Signoriello Marchilia fu Arturo	»	65 —	»
32. Chierchia Giuseppina di Alfonso	»	64,50	»
33. Lisi Fortunata di Giuseppe, coniugata con prole	»	63,50	»
34. Caliendo Maria di Alessandro	»	63,50	»
35. Iaconalgelo Gaetana fu Leondino	»	63 —	»
36. Sozzino Raffaela di Silvestro	»	62,50	»
37. De Cristofaro Maria Esterina di Amato	»	62 —	»
38. Varchetta Maria fu Giuseppe	»	61,50	»
39. Di Scala Ida Cristina fu Francesco	»	61,25	»
40. Sarnataro Michela di Nicola	»	60,50	»
41. Daponte Lea di Giuseppe, vedova senza prole e maggiore di età		60	»
42. Granata Leda di Angelo		60	
43. Russolillo Livia di Angelo	»	60 —	
44. Morgera Anna di Leonardo	»	58,50	»
45. Sirignano Giuseppa di Nicola	»	57,50	»
46. Romano Pia Silvia di Vincenzo	»	57 —	»
47. Morgera Elvira di Leonardo	»	56 —	»
48. Civolani Praga di Giovanni	»	55	»
49. Solano Nunzia di Alberto, coniugata	»	52,50	»
50. Solano Maria di Alberto, maggiore età	»	52,50	»
51. Ruocco Carmela di Antonio	»	52,50	»
52. Acciarino Rosa di Antonio, magg. età	»	52,50	»
53. Amantea Luisa di Crescenzo	»	52,50	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali di questa Prefettura e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei Comuni interessati.

Napoli, addì 27 settembre 1949

Il prefetto: PATERNÒ

(4195)

PREFETTURA DI SALERNO

Avviso di rettifica

Nella graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Salerno, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* in data 21 ottobre 1949, n. 243, il cognome del candidato, posto al n. 161 della graduatoria degli idonei, erroneamente indicato in: « Paturrisi » deve intendersi rettificato in: « Inturrisi ».

(4206)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.